

Derrière la crise européenne, c'est la crise mondiale qui continue

Henri Wilno

avec de nombreux emprunts à Michel Husson et à APEX

1

Pour analyser une crise économique majeure, on ne peut faire abstraction du contexte géo et sociopolitique.

- Les crises naissent des contradictions d'un système basé sur l'accumulation pour le profit
- Mais elles sont amplifiées par les modifications des équilibres entre puissances économiques et les incertitudes et conflits d'orientation au sein des classes dirigeantes.

2

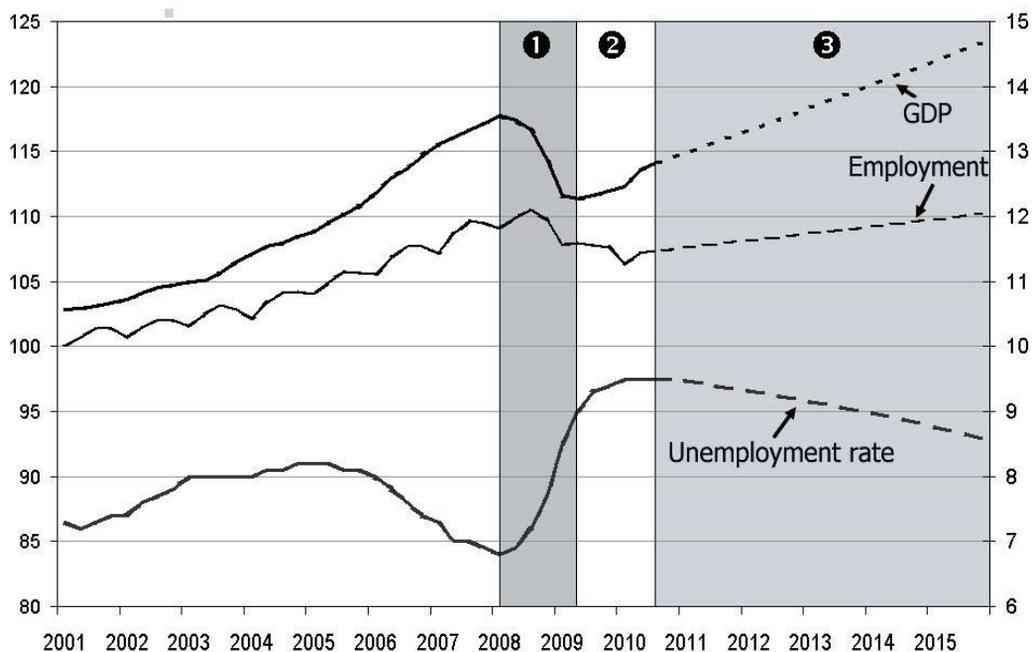
OCDE : de la mini-reprise à la non-sortie de crise

	Phase 2 "Reprise"	Phase 3 "Sortie de crise" ou....
Facteurs conjoncturels plans de relance stabilisateurs sociaux prix des matières premières	Soutien à l'activité	Epuisement des effets positifs explosion des déficits politiques d'austérité hausse du prix du pétrole
Contradictions structurelles répartition des revenus incertitudes bancaires déséquilibres internationaux fractionnement européen	Faible intensité	Durcissement blocage de la demande fin du surendettement aux Etats-Unis concurrence intra-européenne accrue
Croissance	Sortie de la récession	Incertitude
Emploi	Baisse contenue	Au mieux faible progression. Maintien d'un chômage élevé

3

D'après Michel Husson

Croissance, emploi et chômage Union européenne à 15. 2001-2015



1 déclenchement / 2 "reprise" / 3 "sortie de crise"

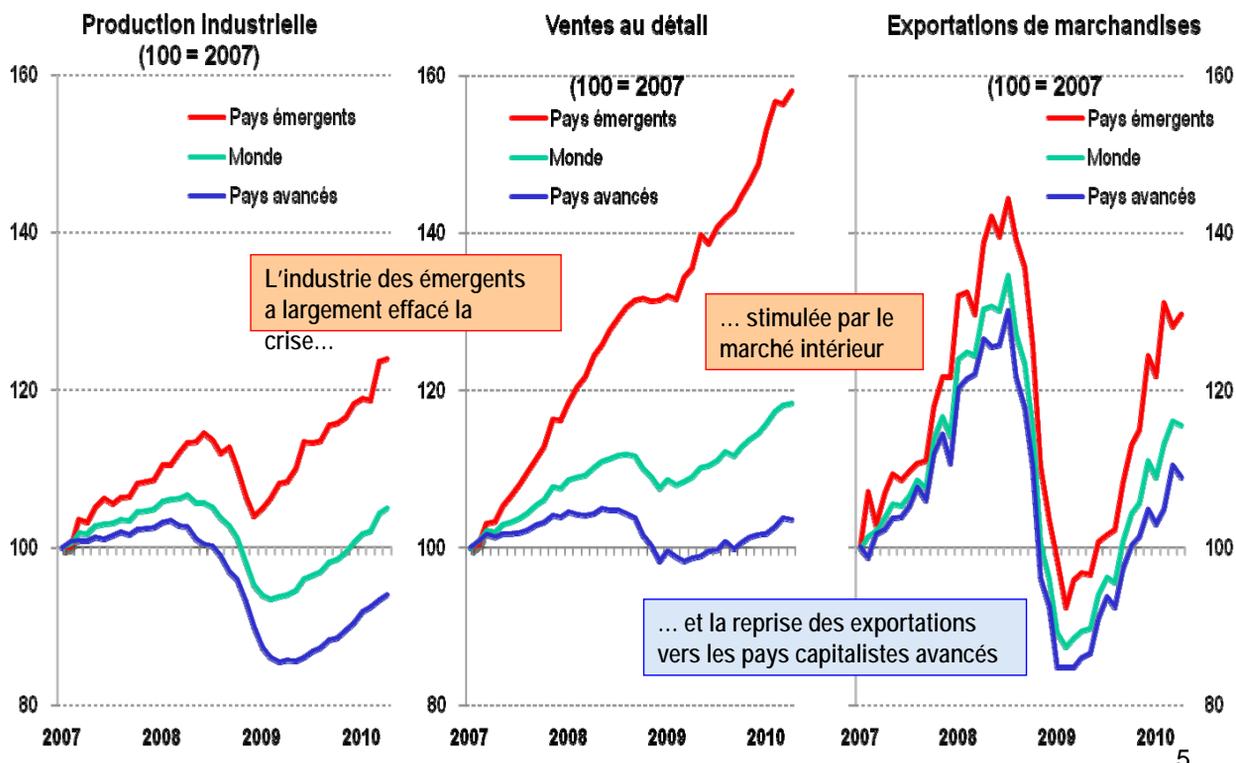
Pib et emploi: base 100 en 2001 (échelle de gauche)

Taux de chômage en % (échelle de droite)

Source: Eurostat jusqu'en 2010; projection ensuite/ Emprunté à Michel Husson

4

« Basculement du monde » avec la crise



Source : FMI, calculs Michel Husson (Note n°12, juillet 2010), données de janvier 2007 à avril 2010

5

Où en est-on dans les pays de l'OCDE ?

Les grands traits

- **des capacités de production sous-employées** : le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie reste bas dans les pays de l'OCDE tandis que, aux Etats-Unis, en Espagne, en Irlande (et en Chine), des centaines de milliers de logements restent vides ;
- **des incertitudes sur le système bancaire** : malgré le succès aux « stress tests » le cas des banques irlandaises montre que, en fait, de nombreux cadavres restent sans doute dans les placards ;
- **une demande des ménages** affaiblie par le chômage et les restrictions des revenus ;
- **par ailleurs, les finances publiques se sont dégradées dans bon nombre de pays**
 - Montée des déficits ;
 - Endettement.

Où en est-on dans les pays de l'OCDE ?

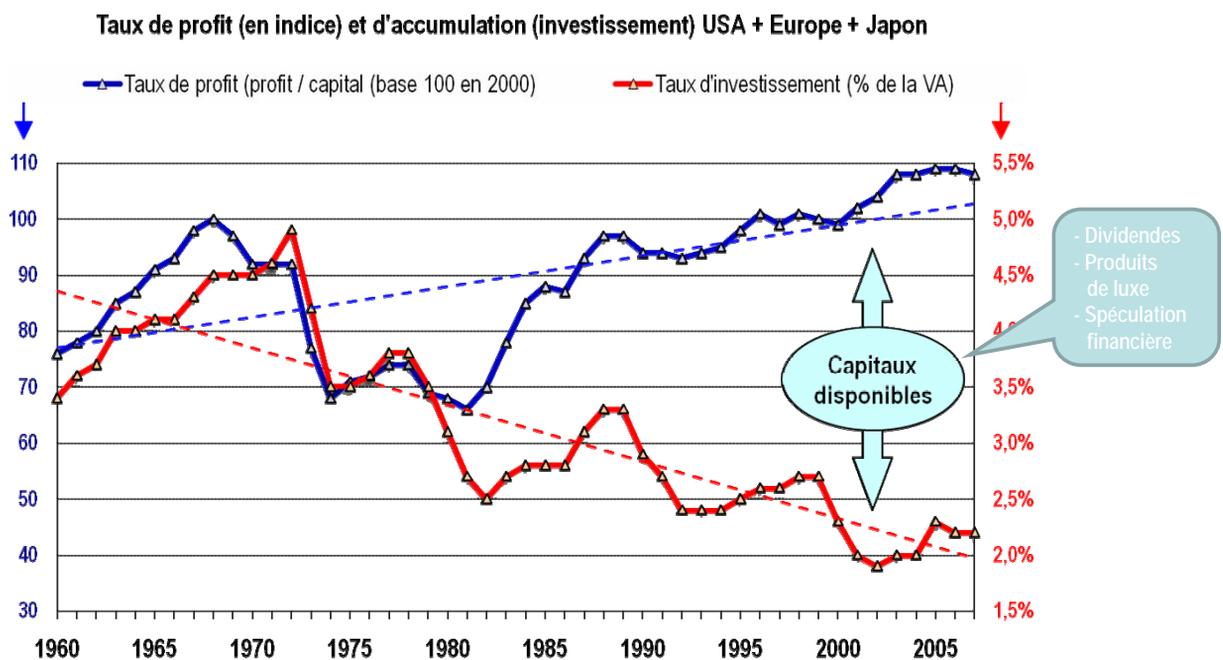
Activité et profits

- En raison de la chute de l'activité, les capacités de production sont sous-utilisées – et donc la rentabilité moyenne des entreprises s'affaïsse quelque peu après les fastes années 80
- Des pertes d'emplois non rattrapées :
 - 4 à 5% du total avant crise aux USA
 - 3% dans la zone euro
 - 2 à 3% au Royaume-Uni
- **Contraste avec la capacité des financiers et des grandes firmes à maintenir des profits élevés.** Ceci, en reportant l'impact de la crise sur les salariés (limitation des salaires, pertes d'emploi), les ménages (ceux, notamment aux USA, se sont endettés pour acheter un logement ou ont des retraites dépendant de fonds de pension) et, dans un certain nombre de cas, les sous-traitants de l'industrie ou du BTP (qui reportent le plus possible sur leurs salariés).

7

Où en est-on dans les pays de l'OCDE ?

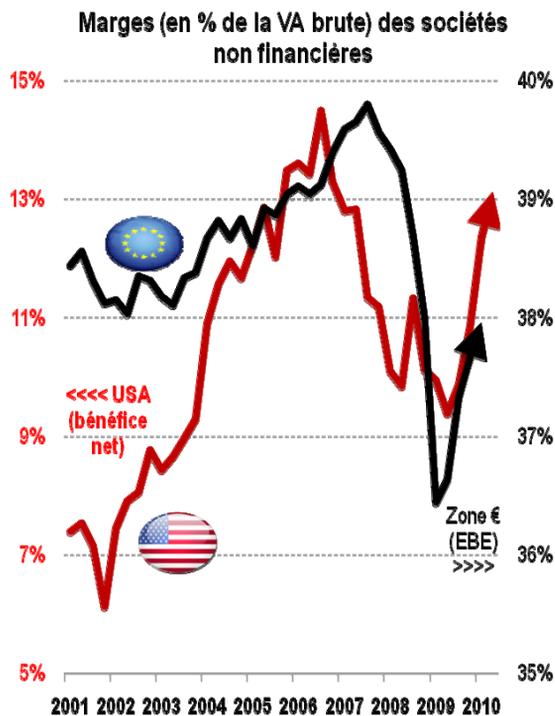
Un élément structurel : profits élevés et stagnation de l'investissement



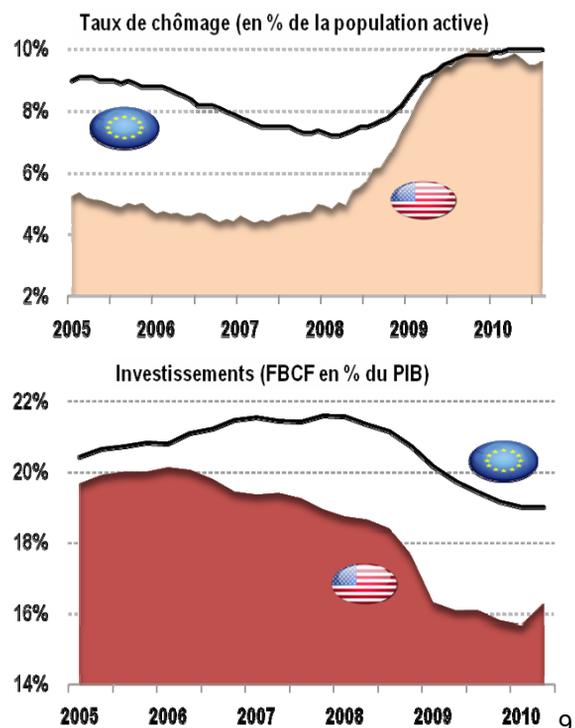
Source : Données FMI et Ameco (com. européenne) traitées par M. Husson

8

Et maintenant ? Reprise des bénéfices depuis 2009 sans baisse du chômage ni remontée des investissements



Source : OCDE, évaluation intérimaire (septembre 2010)



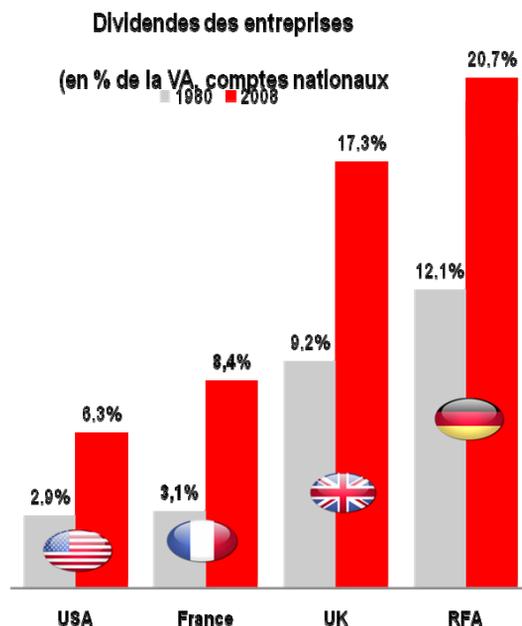
Où en est-on dans les pays de l'OCDE ? Des déficits publics généralisés

- Les USA ont traditionnellement des déficits jumeaux : interne et externe. Ce n'est pas le cas en Europe. Mais avec la crise **les déficits publics se sont généralisés.**
- Avec une croissance molle et le désendettement privé, l'activité ne peut réduire ces déficits, qui gonflent la dette (pour le G20 99% du PIB en 2009, 107% en 2010 et 118% en 2014 *)
- La dette souveraine mondiale atteint près de 50 000 Md\$ (37 000 Md€, trois fois le PIB des USA)
- Seule l'accumulation des réserves de change des émergents (investies en titres publics)
 - empêche la chute du dollar
 - et la hausse plus rapide des taux d'intérêt à long terme des économies développées, déjà sous la pression des marchés financiers

* Selon le FMI (mars 2010)

Où en est-on dans les pays de l'OCDE ? Le profil du capitalisme « néolibéral » n'est pas remis en cause

- 1. Baisse de la part des salaires**
(dans la VA ou le PIB par pays)
- 2. Taux de profit élevés** (bénéfice / capitaux)
- 3. Stagnation du taux d'accumulation**
(investissements matériels)
- 4. Augmentation de la part des dividendes**
- 5. Maintien des politiques « néolibérales »**



11

Où en est-on ?

- **Dans les pays de l'OCDE, une conclusion fondamentale**

A ce jour, la crise et la pression du mouvement social n'ont pas été assez fortes pour imposer (à défaut d'une issue réellement progressiste) une variante de retour au Keynésianisme.

Et il n'y aura aucune évolution spontanée en ce sens.

- **Au niveau mondial, quatre incertitudes majeures :**
 - la « guerre des monnaies »
 - Les incertitudes américaines ;
 - La crise de la dette et l'austérité en Europe
 - Et plus récemment, le pétrole.

12

Le spectre de la guerre des monnaies

- **Le taux de change constitue un sujet de discorde entre les Etats-Unis et la Chine depuis plusieurs années.**
 - Les Etats-Unis incriminent la sous-évaluation du yuan chinois dans le creusement de leur déficit commercial
 - Certes, le taux de change extérieur du yuan est largement contrôlé par le gouvernement chinois. Mais dernière la compétitivité des marchandises chinoises, il y a avant tout l'exploitation des salariés par les entreprises chinoises (souvent sous-traitantes de firmes occidentales) et étrangères implantées en Chine. Et celles-ci n'entendent pas laisser ébrécher les profits qui en résultent : ainsi, en 2006-2007, les chambre de commerce européennes et américaine en Chine se sont directement mêlées de la discussion de la réforme de la loi sur le contrat de travail exprimant leur refus de dispositions qui auraient « trop » protégé les salariés.
- **La Chine est donc soumise à de fortes pressions pour laisser monter le taux de change du yuan par rapport au dollar.** Elle y résiste, non seulement parce que le gouvernement chinois est, pour une part, le fondé de pouvoir des entreprises capitalistes, chinoises ou non, opérant sur le territoire chinois, mais aussi parce qu'il craint que des difficultés à l'exportation n'entraînent une montée du chômage et de l'instabilité sociale.
- **Au G20 de Séoul les 11 et 12 novembre, une proposition alternative a été mise sur la table par Washington :** les pays réalisant des excédents ou des déficits extérieurs excessifs (égaux ou supérieurs à 4% du Produit intérieur brut) devraient prendre des mesures de rééquilibrage. Cet habillage permettait de ne pas viser que la Chine. Aucune décision concrète d'importance n'est finalement sortie de la conférence ; la « guerre des monnaies » va donc continuer accentuant l'incertitude de la conjoncture internationale et favorisant les menées spéculatives.
- **L'incertitude des changes affecte aussi d'autres monnaies :** le yen japonais, le réal brésilien et l'euro.
- **En fait, les G20 portant sur l'économie vont commencer à ressembler aux conférences sur le climat :** beaucoup de paroles et de projets et pas de décisions (cf. réunion récente des ministres des Finances à Paris)..

13

Etats-Unis : y-a-t'il un pilote dans l'avion ?

- **Depuis son arrivée au pouvoir en janvier 2008, Obama a mené une politique limitée de soutien à l'économie.** Certes, la croissance est repartie depuis le 4ème trimestre 2009 mais son rythme est insuffisant pour faire baisser le taux de chômage.
- **La crise a entraîné une forte progression du déficit budgétaire américain (9,1% du PIB en 2010).** Ce déficit a été un des principaux axes de campagne des républicains qui ont remporté les élections du 2 novembre dernier.
- **Découplage entre la Réserve Fédérale (la banque centrale américaine) et les autorités politiques.** En novembre dernier, la Fed a décidé de racheter pour 600 milliards de bons du Trésor émis par l'Etat américain. Cela équivaut à créer de la monnaie et à faciliter la distribution de crédit à un taux modéré aux entreprises et ménages américains. Le problème est qu'il n'est pas certain que les Américains vont se remettre à consommer et investir. Et ces dollars supplémentaires peuvent très bien alimenter la spéculation tout en faisant baisser le dollar.
- **Le résultat des élections de novembre empêche toute action gouvernementale cohérente.** Les républicains ont un mot d'ordre : réduire le déficit budgétaire tout en maintenant les mesures de baisse d'impôt en faveur des contribuables les plus riches. Obama a fait des concessions majeures : d'abord le blocage des salaires des fonctionnaires pour deux ans, puis acceptation de la prolongation intégrale des réductions d'impôt de Bush et étude d'une mesure d'allègement de l'impôt sur les successions. En échange, de ces deux dernières mesures, le président a obtenu la reprise du versement des allocations chômage bloquées depuis fin novembre. Ce « compromis » a été conclu le 6 décembre ; dès le lendemain, l'agence de notation Moody's s'inquiétait de l'impact de la perpétuation des baisses d'impôt sur le déficit budgétaire US !

14

Europe : les crises de la dette

- **La crise grecque du 1er semestre 2010 a montré que l'ère des troubles n'était pas finie.** Mais la tentation était forte de présenter ça comme un cas particulier.
- **L'Irlande.** Le « tigre celtique » était jusqu'à présent vanté comme un modèle. Dès l'automne 2008, il avait mis en œuvre des politiques d'austérité. Le gouvernement irlandais avait aussi décidé d'accorder sa garantie totale aux engagements des banques. L'idée était de rassurer les « marchés ». Mais cette décision est revenue comme un boomerang quand la fragilité des banques irlandaises a éclaté au grand jour au point que la garantie accordée a transformé le déficit budgétaire en abîme (34% du PIB en 2010).
- **Les contradictions allemandes.** Fin novembre, la violence de la spéculation contre l'Irlande a été attisée par des déclarations d'Angela Merkel, qui avait laissé entendre qu'il serait juste que, lors de prochaines éventuelles interventions les créanciers privés soient aussi mis à contribution. Immédiatement, la spéculation s'est déchainée et le gouvernement irlandais a été sommé de mettre en place une rigueur accrue (ce qu'il a fait en réduisant les dépenses sociales, etc. mais en maintenant un taux dérisoire pour l'impôt sur les sociétés) en échange d'une « aide » européenne. Aide qui va en fait bénéficier aux banques irlandaises et aux banques étrangères détenant des titres irlandais. Quant aux suggestions de Madame Merkel, leur application éventuelle a été repoussée à un horizon lointain. **Mais la possibilité d'une renégociation des dettes publiques et des engagements des banques est désormais une hypothèse ouverte en Europe.**
- Le sommet européen des 16 et 17 décembre 2010 a vu la décision de pérenniser un **Fonds européen de stabilité financière** et l'augmentation du capital de la Banque centrale européenne (qui va continuer à aider les banques). Les réunions du 11 mars puis celles des 24 et 25 mars devraient voir de nouvelles décisions.
- **Portugal et Espagne** se sont à leur tour lancés dans la mise en œuvre de mesures d'austérité. Tout cela n'a pas empêché l'agence Moody's de dégrader récemment la note espagnole ainsi que celles de la Grèce et de l'Irlande.

15

Les débats des prochains sommets européens

- **Pacte pour l'Euro** (voir plus loin)
- **Réforme du Fonds européen de stabilisation (FESF) :** augmentation des ressources (actuellement de 440 milliards d'euros -à 500 milliards) et rôle du Fonds.

Angela Merkel préférerait que le Fonds limite son rôle à des prêts aux pays en grande difficulté financière et rejette pour l'instant l'idée que le FESF, ou le futur mécanisme, puisse racheter des obligations d'Etat sur le marché secondaire de manière directe ou indirecte. Mais elle n'aurait pas fermé la porte à la possibilité que le Fonds se porte acquéreur de titres de dette de ces Etats sur le marché primaire

16

Europe : les crises de la dette

Trois démonstrations :

- **Démonstration que l'appartenance à la zone euro n'est pas la protection contre les désordres économiques** qui avait été mise en avant au moment lors de l'adoption du traité de Maastricht . A l'intérieur de la zone euro, les crises monétaires sont remplacées par des crises du crédit.
- **Démonstration que le système bancaire n'est pas assaini.** Sous prétexte d'aider la Grèce et l'Irlande, on sécurise les banques du centre de la zone €.
- **Démonstration de l'absence de solidarité et d'une politique à courte vue.** Les aides à la Grèce et à l'Irlande ont été accordées à des taux élevés (5% pour la Grèce, 5,8% pour l'Irlande) qui contribuent à les asphyxier un peu plus. "La France emprunte sur les marchés autour de 3% tandis qu'elle prête à la Grèce ou à l'Irlande autour de 5%, ce qui n'est pas tolérable" (Jérôme Creel, économiste à l'OFCE).

17

Europe : la « stratégie du choc »

Utiliser les crises grecque, irlandaise, ... pour mettre en œuvre des mesures qui ne passeraient pas en d'autres circonstances.

Des budgets nationaux de rigueur à peu près partout dans l'Union.

Au niveau européen

- Le 18 décembre 2010, les dirigeants français, allemands et anglais demandent un **gel du budget européen**
- **Un nouveau progrès du « fédéralisme » sans démocratie** : le semestre européen. Les Etats membres doivent intégrer les recommandations de la Commission avant de présenter leur budget.
- Le projet de « pacte de compétitivité » (initiative au départ franco-allemande) rebaptisé « **pacte pour l'euro** », avec notamment :
 - Libéralisation des secteurs protégés et des pratiques commerciales (horaires d'ouverture, etc.) ;
 - Police des salaires ;
 - Réforme des retraites
 - Constitutionnalisation de la politique budgétaire (avec un « frein de dette ») ;
 - Harmonisation de l'impôt sur les sociétés (tout dépend des modalités).

Au total, solution néo-libérale de gestion par la flexibilité des marchés, la voie sociale-démocrate (aujourd'hui défunte), aurait consisté à utiliser les fonds structurels pour faire converger vers le haut les pays déficitaires.

18

Et le pétrole ?

- **Un choc pétrolier ne peut être exclu.** Il ajoutera ses effets à une tendance structurelle probable de hausse des prix.
- **Si le choc se produit, il faut s'attendre à un déferlement idéologique.**
- Mais en aucun cas, un approfondissement de la crise serait de la seule responsabilité du pétrole. **Les matières inflammables en sont déjà réunies.**